

Les composantes de l'opposition burundaises en exil passées au crible

@rib News, 20/04/2017 – Source IfriL'opposition burundaise en exilNotes de l'Ifri, avril 2017Par Thierry VIRCOULONIntroductionDès 2015, la crise burundaise a jeté sur les chemins de l'exil presque tous les politiciens et leaders de la société civile. Deux principales vagues de départ ont eu lieu. D'abord celle des « frondeurs » : il s'agit des cadres du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) qui s'opposaient à la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, et qui ont quitté le pays après l'annonce de sa candidature (fin avril/début mai 2015).

Puis une seconde vague de départs composée d'officiers et de responsables de l'opposition et de la société civile a été déclenchée par le putsch manqué du 13 mai 2015 (seconde moitié de mai/début juin 2015). Les derniers exilés ont quitté le pays après le durcissement de la répression, l'échec des manifestations contre le troisième mandat et la réélection de Pierre Nkurunziza fin juillet 2015. Depuis lors, trois leaders de l'opposition vivent encore au Burundi : Léonce Ngendakumana du Front pour la démocratie du Burundi (FRODEBU), Charles Nditije de l'Union pour le progrès national (UPRONA) et Agathon Rwaswa des Forces nationales de libération (FNL). Ils sont tous les trois hutus. Les autres grandes figures de l'opposition burundaise sont en exil entre l'Europe et l'Afrique où elles forment une nouvelle diaspora politique. Les rangs de l'opposition en exil sont alimentés par le gouvernement dont la politique de répression permanente ne laisse le choix qu'entre le silence et l'exil. Par conséquent, les départs continuent et le nombre de réfugiés burundais a dépassé les 300 000 personnes en octobre 2016 pour atteindre les 328 000 au début de l'année 2017. Dans l'urgence de la fuite, les opposants se sont dispersés en fonction de leurs ressources et de leurs réseaux familiaux ou amicaux. Les précédents conflits étant à l'origine d'une importante diaspora, de nombreux opposants avaient déjà vécu en exil et/ou avaient de la famille installée à l'étranger : ils se sont donc éparpillés de l'Australie au Canada en passant par l'Europe et l'Afrique. Ces réseaux diasporiques ont permis à beaucoup d'exilés politiques d'avoir un point de chute et ces derniers sont souvent revenus là où eux ou leur famille avaient déjà vécu en exil. De ce fait, bien que la géographie de la diaspora politique burundaise soit mondiale, elle a actuellement deux principaux pays de concentration : la Belgique et le Rwanda. Il y a également une importante diaspora burundaise au Canada, ce pays ayant eu une politique généreuse d'accueil des réfugiés burundais durant le précédent conflit. Cette note présente les trois composantes de l'opposition en exil : les partis politiques, les groupes armés et les mouvements de la société civile. Ces trois composantes partagent un objectif commun, mettre fin au régime illégitime du président Pierre Nkurunziza, mais ils sont divers et seuls les mouvements de la société civile ont un succès notable en 2016. Lire l'intégralité de la Note

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});